

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

26<sup>ème</sup> année - N°5020 - Lundi 15 Décembre 2025 - Prix : 200 Fc

77<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME :

## Protéger ces valeurs universelles pour le bien-être de chaque citoyen



Célébration de la déclaration des Droits de l'homme.

### COLLECTIVITÉS LOCALES

## Une démission collective à la Mairie de la capitale

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

### 25 Djamadou -Thani 1447

Prières aux heures officielles  
Du 11 au 15 Décembre 2025

**Lever du soleil:**

**05h 36mn**

**Coucher du soleil:**

**18h 24mn**

Fadjr : 04h 22mn

Dhouhr : 12h 03mn

Ansr : 15h 39mn

Maghrib: 18h 27mn

Incha: 19h 41mn





## DÉCENTRALISATION :

# Le gouvernement lance le Congrès national des maires

Le 12 décembre dernier, le ministre de l'intérieur, Mohamed Ahmed Assoumani, a annoncé à la presse le Congrès national des maires, prévu les 15 et 16 décembre à Moroni. Cette rencontre a été l'occasion de présenter les objectifs de cet événement, qui ambitionne de renforcer le développement territorial, d'améliorer la connectivité entre les communes et de clarifier les responsabilités de chacun. Le ministre a affirmé sa volonté de transparence, en partageant les enjeux et les attentes liés à cette initiative nationale.

Selon Mohamed Ahmed Assoumani, ce congrès contribuera à accroître l'efficacité des municipalités et à renforcer la qualité des services publics de proximité. À la suite des consultations menées dans les trois îles, plu-

sieurs défis ont été mis en évidence : la nécessité de réhabiliter les infrastructures communales, de clarifier les rôles institutionnels, de promouvoir une gouvernance locale plus transparente, mais aussi de consolider les mécanismes de financement et de renforcer les compétences des élus. Ce rendez-vous réunira les maires de Ngazidja, d'Anjouan et de Mohéli, aux côtés des préfets régionaux et des autorités villageoises. Ensemble, ils échangeront sur les besoins des citoyens et sur les priorités pour favoriser le développement et l'épanouissement des localités. « L'objectif est de réfléchir collectivement au développement territorial et de proposer des solutions pour élaborer un plan stratégique cohérent avec le Plan Émergent du gouvernement », a déclaré le ministre.



Il a également rappelé que la Loi n°11-005/AU relative à la décentralisation, adoptée en 2011 puis révisée en 2018, nécessite aujourd'hui de nouvelles clarifications afin d'éviter les ambiguïtés dans son application. Par ailleurs, les maires des

trois îles envisagent la création d'un bureau national de l'Association des maires, qui facilitera leur participation aux instances régionales et internationales, notamment au sein de la Francophonie. Ce futur cadre permettra également d'harmoniser

les textes juridiques des communes et de définir un mécanisme de mobilisation des ressources, tant pour le financement que pour l'équipement des mairies.

Le ministre de l'Intérieur a profité de cette conférence pour remercier les partenaires qui soutiennent cette démarche : le PNUD, l'Union européenne et le projet AMECC. Leur appui technique, logistique et financier a été déterminant dans la préparation du congrès. Malgré l'ampleur des attentes, Mohamed Ahmed Assoumani s'est dit confiant quant à la réussite de cette initiative, qu'il considère comme une étape essentielle pour renforcer la gouvernance locale et rapprocher davantage l'administration des citoyens.

**Hamdi Abdillahi Rahilie**  
(Stagiaire)

## SALON DES MÉTIERS À MOHÉLI

## La jeunesse comorienne au cœur de l'innovation et de l'emploi

La 5<sup>e</sup> édition du Salon des métiers et de l'emploi s'est achevée ce 12 décembre 2025 à Fomboni, sur la place de l'Indépendance. Organisé par la Maison de l'emploi, l'événement a mis l'accent sur l'innovation, le développement des compétences et la transformation des métiers, avec une attention particulière portée aux opportunités offertes aux jeunes, diplômés ou non, femmes et hommes, à travers l'ensemble des îles.



La cérémonie de clôture du Salon des métiers et de l'emploi a marqué l'aboutissement d'une semaine d'activités intenses, débutées le 5 décembre à Moroni. Après des étapes à Mutsamudu, l'événement a trouvé son point d'orgue à Mohéli, confirmant sa vocation nationale et inclusive. Cette 5<sup>e</sup> édition a réuni

des jeunes demandeurs d'emploi, des entrepreneurs, des formateurs ainsi que des acteurs publics et privés autour d'un objectif commun : rapprocher la jeunesse comorienne du marché du travail. À Fomboni, la place de l'Indépendance s'est transformée en un véritable espace d'é-

changes et de découvertes. Plusieurs jeunes entrepreneurs y ont exposé leurs produits et services, illustrant le dynamisme et la créativité de la jeunesse locale. La veille, à l'Université de Wanani, une conférence d'orientation consacrée aux métiers du numérique et de l'intelli-

gence artificielle a rassemblé de nombreux jeunes, curieux de mieux comprendre ces secteurs porteurs et les compétences requises pour y accéder.

Conçu comme un pont entre les chercheurs d'emploi et les professionnels de divers secteurs, le salon visait à élargir l'horizon des jeunes et à leur offrir une lecture plus réaliste des exigences du marché de l'emploi. Qu'ils soient diplômés ou non, en formation ou en reconversion, les participants ont pu échanger directement avec des acteurs économiques, découvrir des parcours professionnels variés et s'informer sur les opportunités de formation et d'insertion. Selon le directeur général de la Maison de l'emploi, M. Saïd Hassani, l'importance de cet événement réside dans sa capacité à promouvoir la formation, encourager l'entrepreneuriat et valoriser les métiers en adéquation avec

les besoins du marché. Il a souligné la nécessité de travailler en synergie avec l'ensemble des acteurs sociaux, les opérateurs économiques et les partenaires internationaux.

Initiative soutenue par le président de l'Union des Comores, Azali Assoumani, ce projet s'inscrit dans une stratégie de lutte contre le chômage. Ces dernières années, la Maison de l'emploi a multiplié les formations qualifiantes dans les domaines artisanal, agricole et technique, tout en accompagnant de nombreux jeunes dans leur insertion professionnelle. Des actions qui, selon son directeur général, permettent à plusieurs bénéficiaires d'intégrer le marché du travail ou de lancer leurs propres projets, notamment dans les secteurs du numérique, de l'intelligence artificielle et de l'innovation.

**Riwad**

## SANTÉ PUBLIQUE

## Le diabète, une grande menace silencieuse aux Comores

L'ONG Santé Diabète a organisé une journée scientifique de sensibilisation sur le diabète à la salle de conférence de l'école de médecine et de santé publique, mardi 9 décembre dernier. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la lutte contre cette maladie dégénérative qui connaît une recrudescence alarmante dans l'archipel.

Selon les statistiques présentées lors de la journée, 54 000 personnes ont été dépistées pour le diabète sur le territoire national, avec une moyenne d'âge de 20 ans à 79 ans. Les chiffres sont alarmants :

16,02% de la population serait pré-disposée ou à risque de développer la maladie. De plus, plus de la moitié des diabétiques comoriens sont diagnostiqués tardivement, ce qui aggrave les complications liées à la maladie. Par conséquent, l'ONG Santé Diabète a formé 186 professionnels de santé pour mieux prendre en charge les patients atteints de diabète. Trois médecins sont actuellement en passe de soutenir leur diplôme en diabétologie. Cependant, les défis restent nombreux, notamment en termes de prévention et de traitement médical appropriés. L'éducation thérapeutique est égale-

ment essentielle pour aider les patients à mieux se prendre en charge personnellement.

Les complications chroniques du diabète, telles que le pied diabétique et la rétinopathie diabétique, ont également été abordées lors de la journée. Dr Noursati Ben Allaoui, diabétologue, a souligné qu'il serait crucial de dépister les femmes enceintes pour éviter les complications liées au diabète gestationnel, qui selon elle, demeure encore un problème majeur aux Comores. L'un des principaux défis est de faire passer le message de sensibilisation aux communautés, sans distinction, tant dans le milieu

urbain que dans les zones rurales éloignées. Les intervenants ont suggéré de traduire les contenus de sensibilisation en shikomori, pour une meilleure compréhension toutes cibles confondues. Et surtout, de mener des enquêtes de recherche sur le sujet pour pallier au manque de données épidémiologiques.

Un médecin intervenant a aussi montré l'importance du soutien psychologique pour les patients diabétiques, car la maladie peut clairement avoir des conséquences sur la vie quotidienne, en société comme en économie, notamment pour l'emploi, en termes d'impact psycholo-

gique et de stigmatisation. Cette journée scientifique aura permis de mettre en lumière les défis liés au diabète au niveau national. Les intervenants ont appelé à une action urgente pour sensibiliser les communautés à l'adoption de gestes particuliers d'hygiène en cas de diagnostic positif, et pour prendre en charge les patients convenablement grâce à la formation de spécialistes qui pourront renforcer le package complet concernant le traitement de cette pathologie dégénérative.

**Hamdi Abdillahi Rahilie**  
(Stagiaire)



77<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME :

## Protéger ces valeurs universelles pour le bien-être de chaque citoyen

*La journée internationale des droits de l'homme a été célébrée à Moroni le week-end dernier, en présence du président de la République, Azali Assoumani. Cette commémoration a été l'occasion pour le chef de l'État et son gouvernement de sensibiliser la population sur l'importance des droits humains et le rôle de chaque citoyen dans leur promotion.*

**A** l'instar de nombreux pays ayant promulgué la déclaration universelle des droits de l'homme, les Comores ont célébré cette journée. Lors de son allocution, le président de l'Union a rappelé que vivre dans un pays où les

droits humains sont respectés garantit la liberté et la dignité de chacun : « Nous devons être fiers des efforts du ministère de la Justice, de la Commission nationale des droits de l'Homme et de la délégation nationale pour le respect des droits humains. Ici, chacun a le droit d'apprendre, de circuler et de vivre en toute sécurité. Dans beaucoup d'autres pays, ces droits ne sont que des mots », a-t-il déclaré. Avec une pointe d'humour, il a ajouté : « Sans citer de pays, certaines nations adoptent des devises, mais ne garantissent pas le même droit à toutes les femmes. Chez nous, tous bénéficient des mêmes droits, et nous devons continuer à protéger ces valeurs universelles

pour le bien-être de chaque citoyen. »

Pour l'occasion, le président Azali a reçu le cinquième rapport sur la situation des droits humains aux Comores, remis par la présidente de la CNDHL, Sittou Raghdat Mohamed. Celle-ci a profité de l'occasion pour souligner les avancées réalisées dans le pays, telles que les ateliers de prévention des violences basées sur le genre à travers le projet Shawiri, les formations destinées aux forces de l'ordre pour la protection des femmes et des enfants, ainsi que les actions menées par les cadis contre les mariages forcés. Elle a également évoqué les efforts visant à améliorer les conditions de vie en milieu car-

céral. Mme Sittou Raghdat a affirmé : « Cette journée est un moment de réflexion et d'engagement. La CNDHL met la promotion des droits humains au cœur de ses priorités et s'apprête à déposer sa candidature auprès de l'Institution universelle des droits de l'Homme afin que les Comores atteignent le statut A. »

Le président de la Fondation des droits de l'Homme, Bounou, a rappelé que cette journée « n'est pas une simple célébration, mais un moment de sensibilisation qui permet de mettre en lumière les actions concrètes en faveur des droits humains. » Parmi les partenaires présents, James T. Bot, coordonnateur résident du système des

Nations Unies, a insisté sur l'importance de l'engagement collectif : « Les droits humains se vivent au quotidien et constituent le socle du développement social. Ils ne se défendent pas seuls, mais exigent une mobilisation constante pour devenir une réalité tangible. Au nom du SNU, nous renouvelons notre engagement à accompagner l'Union des Comores dans cette mission. » Enfin, le ministre de la Justice a rappelé que le pays a récemment achevé son quatrième cycle de l'EPU en 2024, tout en préparant le cinquième cycle, conscient que les défis restent immenses.

Kamal Gamal

## DROITS HUMAINS :

## Fin du séminaire sur les droits humains et la protection de l'enfant

*Plus de 65 gendarmes ont participé à un séminaire de formation sur les droits de l'homme et de l'enfant dans l'exercice du maintien de l'ordre, une initiative du PNUD Comores et de la CNDHL visant à renforcer les capacités des forces de sécurité et à consolider la confiance entre la population et les forces de l'ordre.*

**E**n marge de la célébration de la journée internationale des droits de l'homme le 10 décembre, l'Armée nationale de Développement (AND) et la Commission nationale des Droits de l'Homme et des Libertés (CNDHL) ont marqué la clôture d'un séminaire dédié aux droits humains et à la protection de l'enfant dans le cadre du maintien de l'ordre, organisé à l'École nationale des Forces Armées et de la Gendarmerie (ENFAG). Pendant quatre jours, plus de 65 agents, dont 39 officiers de police judiciaire, ont été formés sur des thématiques clés : l'usage proportionné de la force, la préven-

tion de la torture et des traitements inhumains, les droits de l'enfant en situation de conflit, ainsi que les garanties procédurales pour les mineurs et les standards internationaux en matière de détention. Cette initiative, financée par le PNUD Comores dans le cadre de son partenariat avec la CNDHL, s'inscrit dans le soutien continu au gouvernement pour renforcer l'État de droit, améliorer la sécurité publique et consolider la confiance entre les forces de l'ordre et la population.

Le Représentant Résident du PNUD, Luca Monge, a salué « l'engagement exemplaire de la Gendarmerie nationale et de la CNDHL », rappelant que ces formations sur des thématiques essentielles contribuent directement à renforcer la qualité du service public de sécurité et à consolider la confiance avec la population. « Ces compétences, qui sont au cœur de l'agenda national des droits humains, contribueront à renforcer la qualité du service public de sécurité et à consolider la confiance

entre les forces de l'ordre et la population » a-t-il ajouté.

De son côté, le directeur de cabinet chargé de la Défense, Youssoufa Mohamed Ali, a qualifié la formation d'« essentielle » pour renforcer les capacités des forces de sécurité. Il a rappelé que les thématiques abordées cadre juridique, lutte contre la torture, usage proportionné de la force et protection des mineurs constituent « le fondement même de la légitimité de l'action sécuritaire ». « Chaque gendarme incarne l'honneur, la discipline et le devoir », a-t-il insisté, soulignant que ces valeurs doivent se refléter dans chaque intervention sur le terrain.

La présidente de la CNDHL, présente lors de la cérémonie, a exprimé sa grande émotion en revenant à l'ENFAG, « ce lieu où s'enseignent le courage et le civisme », tout en saluant le leadership du Général Youssouf Idjihadi et l'engagement constant de l'AND et de ses partenaires dans la promotion des droits humains. Le commandant



de la Gendarmerie a rappelé que cette formation est un moyen de « renforcer la confiance entre la population et les forces de l'ordre » et a appelé chaque gendarme à «

faire preuve de retenue et à garantir une protection particulière aux enfants ».

Ibnou M. Abdou

## COLLECTIVITÉS LOCALES

## Une démission collective à la Mairie de la capitale

*Une nouvelle crise à la Commune de Moroni est en train de pointer son bout du nez. Censé mettre de l'ordre dans le fonctionnement de cette institution, le conseil communal appelé par le maire de la capitale s'est transformé durant le week-end en une joute verbale entre les partisans de l'actuel édile et ses opposants les plus farouches, qui n'ont jamais caché leur ambition de le faire tomber.*

**S**i le cadre institutionnel prévoit la vacance de sièges de conseillers en plein mandat, elle préconise aussi une partielle quand les pertes deviennent trop

importantes. « Le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le Conseiller communal élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit », c'est ce que nous dit l'article 345 du code électoral dans le cas d'une démission de conseiller municipal. Cette disposition, tout comme l'article 8 de la loi sur la décentralisation prévoit le mécanisme de remplacement en cas de démission ou autres d'un conseiller municipal. « En cas de déchéance, de démission, de décès ou de tout autre empêchement définitif d'un membre du Conseil communal, il est procédé à son remplacement conformément à

la loi. »

Par contre une démission collective au sens littéral n'est prévue nulle part dans la loi. On nous parle d'une perte trop importante de siège, et dans ce cas une élection est prévue dans les trois mois suivant ce constat, selon l'article 346 du code électoral, « Si le Conseil communal a perdu le tiers de ses membres, il est procédé au renouvellement du Conseil communal dans les trois (3) mois de la dernière vacance. » Et c'est peut-être ce qui risque d'arriver les prochaines semaines à moins que l'état central ne décide de siffler la fin de la récréation. Samedi lors de l'ouverture du conseil municipal, douze membres

élus ont décidé de présenter une sorte de démission collective, atteignant ainsi le seuil juridique du tiers, prévu, et dans la loi sur la décentralisation et dans le code électoral.

Cette démission chez les opposants signifie par contre la dissolution du conseil municipal de la capitale, c'est du moins ce qu'a avancé, Abdallah Mohamed Djalim conseiller et l'un des signataires. « Aujourd'hui nous avons emmené notre lettre de démission signée par douze conseillers en respectant les dispositions du code électoral notamment l'article 346, qui dit qu'en cas de démission du tiers des conseillers, le conseil communal est automatiquement dissout. » Et ce

dernier d'appeler la CENI et le ministère de l'intérieur de prendre toutes les dispositions prévues pour organiser des nouvelles élections dans les meilleurs délais. Une interprétation à laquelle riposte l'autre camp, qui trouve la démarche trop opportuniste. Si les partisans du Maire ne se sont pas exprimés publiquement sur cette crise, il n'empêche que certains trouvent nulle et non avenue la dissolution. C'est donc un nouveau bras de fer qui s'ouvre dans la commune de Moroni, qui rentre dans une nouvelle période d'instabilité à moins que l'Etat ne décide d'imposer, une délégation spéciale.

Imityaz



ENVIRONNEMENT

Clôture de la septième session de l'UNEA

Alors que la planète se rapproche dangereusement de points de basculement environnementaux irréversibles, la septième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA-7) s'est achevée à Nairobi par l'adoption de résolutions et décisions majeures visant à répondre à la triple crise planétaire : changement climatique, perte de biodiversité et pollution.

Pour les Comores, petit État insulaire en développement (PEID), fortement exposé aux impacts environnementaux et climatiques, les résultats de cette rencontre revêtent une importance stratégique tant sur les plans environnemental, économique que diplomatique. Il y a eu l'adoption de onze résolutions notamment la protection des récifs coralliens, la gestion durable des océans, la lutte contre la pollution plastique, la résilience face aux feux de forêt, la préservation des glaciers et de la cryosphère, la résistance aux antimicrobiens, la gestion des produits chimiques et des déchets, ainsi que la participation des jeunes et l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle. Pour notre pays dont l'économie et la sécurité alimentaire dépendent largement des ressources



marines et côtières, les résolutions relatives aux écosystèmes coralliens, à la pollution marine et à l'économie circulaire constituent des leviers importants pour renforcer la protection de la biodiversité, soutenir la pêche artisanale et promouvoir des modèles de développement plus durables. Les discussions sur la lutte contre la pollution plastique font également écho aux défis

nationaux de gestion des déchets solides, particulièrement en zones urbaines et littorales. Elles ont largement mis en lumière la situation critique des PIED, confrontés de manière disproportionnée aux effets du changement climatique, à l'érosion côtière, à la montée du niveau de la mer et à la dégradation des écosystèmes marins. Cette reconnaissance internatio-

nale devrait contribuer à renforcer la position diplomatique des Comores dans les négociations environnementales multilatérales, en plaidant pour un accès facilité aux financements climatiques et environnementaux, le transfert de technologies adaptées et le renforcement des capacités institutionnelles et humaines. Par ailleurs, les États membres ont salué l'adoption

de la Déclaration ministérielle de l'UNEA-7, placée sous le thème : « Promouvoir des solutions durables pour une planète résiliente ». Cette déclaration appelle à traduire les engagements politiques en actions concrètes, fondées sur la science et soutenues par des financements adéquats. Pour notre pays, cette orientation conforte les efforts nationaux visant à intégrer les Objectifs de développement durable (ODD), le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal et les engagements climatiques dans les stratégies nationales de développement. L'élection de Matthew Samuda, ministre jamaïcain de l'Environnement, à la présidence de l'UNEA-8, et la décision de tenir la prochaine session à Nairobi en décembre 2027, ouvrent une nouvelle phase de dialogue international. Dans ce contexte, notre pays est appelé à renforcer sa diplomatie environnementale, en poursuivant une coordination active avec les autres PEID, le Groupe africain et les partenaires internationaux, afin de défendre ses intérêts spécifiques et de mobiliser des ressources pour la mise en œuvre des résolutions adoptées.

Mmagaza



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Moroni, le 15 décembre 2025

La quatrième et dernière session ordinaire du Forum des Partenaires au Développement (FPaD) pour l'année 2025 s'est tenue ce vendredi 12 décembre 2025 dans les locaux de l'Agence Française de Développement (AFD) à Moroni. Coprésidée par le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, M. James Tsok Bot, et le Directeur de l'AFD, M. Thierry Liabastre, la réunion a rassemblé les représentants des missions diplomatiques et des organisations internationales accréditées auprès des Comores.

Les travaux ont été ouverts par les allocutions des coprésidents, qui ont salué la solidité du partenariat entre les Comores et la communauté internationale, ainsi que les efforts conjoints déployés tout au long de l'année 2025 pour soutenir les secteurs clés du développement, notamment l'eau et l'assainissement, la santé, l'éducation, la gouvernance, l'agriculture, l'aménagement du territoire et le développement économique.

La session a été marquée par la présentation de la section comorienne du Réseau des Femmes Leaders Africaines (African Women Leaders Network – AWLN), mettant en lumière le rôle stratégique des femmes dans le leadership, la gouvernance et le développement durable, en cohérence avec les engagements nationaux et internationaux en faveur de l'égalité de genre. Le Bureau d'AWLN a présenté l'action du réseau depuis sa mise en place aux Comores en novembre 2024 et son plan d'action 2025-2027. Les membres du Forum ont félicité AWLN et réitéré leur disponibilité à continuer à appuyer son action.

Le Forum a également abordé les préparatifs du Recensement Général de la Population et de l'Habit (RGPH) prévu en 2027 aux Comores. Piloté par l'Institut National des Statistiques et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), le processus est soutenu, à ce stade, par la Banque Mondiale et le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP). Les membres du Forum ont souligné l'importance de cet exercice structurant pour la planification, la gouvernance, la production de données fiables et le suivi des politiques publiques. Ils ont manifesté leur disponibilité à soutenir les Comores à réaliser avec succès le RGPH 2027.



Cette session a marqué un temps fort de dialogue et de coordination entre les partenaires au développement, confirmant le rôle central du FPaD comme plateforme de concertation stratégique au service des priorités nationales de développement. Le Forum exprime la volonté des partenaires à poursuivre, en 2026, un partenariat encore plus solide, inclusif et à renforcer la coordination, la transparence et l'efficacité de l'action collective des partenaires au développement alignée sur les priorités nationales de développement.

James Tsok Bot,  
Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies  
Président du Forum des Partenaires au Développement des Comores



LAC NKABWE :

Le joyau naturel d'Iconi aux arbres immergés

*A quelques minutes au sud de la ville d'Iconi, un paysage hors du commun s'offre aux visiteurs. D'un côté, l'immensité de l'océan Indien. De l'autre, un lac paisible niché entre montagnes et forêts. Au cœur de ce décor naturel, le lac Nkwabwe dévoile un spectacle aussi rare que fascinant : des arbres qui émergent directement de l'eau, comme figés dans le temps.*

L'eau du lac, claire et légèrement salée, reflète les reliefs environnants et la végétation luxuriante. En surface, le calme règne. Sous l'eau, un monde mystérieux prend vie autour de ces troncs immergés qui s'élèvent parfois jusqu'à sept mètres de hauteur. Selon la tradition locale, le lac serait né il y a plusieurs siècles, engloutissant les arbres qui s'y trouvaient et créant un écosystème unique aux Comores. Aujourd'hui, le lac Nkwabwe est devenu une destination prisée aussi bien par les visiteurs étrangers que par les établissements scolaires de l'île. Artistes, familles, couples et élèves viennent y chercher un moment de déconnexion et d'émerveillement. « La beauté du site et la présence de ces arbres dans l'eau attirent de plus en plus de visiteurs », explique Saïd



Yousseuf, instituteur et secrétaire général de l'association Mlano wa Aziri d'Iconi. Le site propose de nombreuses activités. Les amateurs de nature peuvent profiter de balades autour du lac, tandis que les plus aventureux s'essaient à la plongée ou au kayak pour explorer les profondeurs et s'approcher des arbres immergés. Des kayaks de différentes capacités sont mis à disposition, permettant aux petits comme aux grands de vivre une expérience ludique et rafraîchissante. La baignade, elle

aussi, est très appréciée. « Flotter sur l'eau, écouter les oiseaux et sentir la fraîcheur du lac procure une sensation de détente incroyable », confie un jeune visiteur venu d'Iconi. Pour préserver l'harmonie du lieu, des bungalows en bois et en paille ont été aménagés autour du lac, ainsi que des espaces de stationnement discrets. Les visiteurs peuvent également profiter de pique-niques au bord de l'eau, avec une vue exceptionnelle : la mer d'un côté, les montagnes de l'autre. La fréquentation du lac connaît

un pic durant les vacances scolaires, notamment en juillet et août. Familles, groupes scolaires et touristes s'y succèdent, faisant du lac Nkwabwe un véritable joyau naturel et un lieu incontournable pour qui souhaite découvrir une autre facette d'Iconi. Entre aventure, détente et contemplation, le lac Nkwabwe promet une expérience authentique et inoubliable au cœur de la nature comorienne.

El-Aniou Fatima (stagiaire)

La Gazette des Comores

Fondateur et Directeur général

Saïd Omar Allaoui

Directeur de la publication

Elhad Saïd Omar

Rédactrice en chef

Andjouza Abouheir

Secrétaire de rédaction

Toufè Maccha

Rédaction

Mohamed Yousseuf

Sanaa Chouzour

A. Mmagaza

M.I.M Abdou

Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar

Riwad

A Bardraoui

Mohamed Ali Nasra Hamdi

Stagiaires

Abdillahi Rahilie

El-Aniou Fatima

Aticki Ahmed Ismael

Mise en page

Abdouchakour Aladi Nourou

Responsable commercial

Mariamama Mhoma

Documentation archiviste

Hadidja Abdou

Photographe / Site Web

Mohamed Saïd Hassane

Impression

Graphica Imprimerie

www.lagazettedescomores.com

Tel: 773 91 21/ 322 76 45

UNION DES COMORES

Unité - solidarité - développement

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME CHARGÉ DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DES TRANSPORTS TERRESTRES

Programme Régional de Résilience Climatique (PRRC)

Financement de la BM : Subvention IDA \_E191-KM (180171 – PRRC) \*\*\*\*\*

Avis d'Appel d'Offres pour Fournitures

Des Moyens roulants (Processus à Une Enveloppe)

Appel d'Offres No : 2025-07-AO. MOYENS-ROULANT-UGP-PRRC

Projet : PROJET REGIONNAL DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE

Acheteur : UNION DES COMORES

Pays : COMORES

Intitulé du Marché : Acquisitions des moyens roulants pour les UGP du projet PFSS et du Projet PRRC

Prêt/Crédit/don No : IDA-E4680

Émis le : 11 décembre 2025

Date limite de cet avis : 09 janvier 2025

1. L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le PRRC et à l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements au titre du Marché Acquisitions des moyens roulants pour les UGP du projet PFSS et du Projet PRRC. Pour ce marché, l'Emprunteur utilisera la méthode de décaissement par Paiement Direct, tel que défini dans les Directives de Décaissement de la Banque mondiale pour le Financement de Projet d'Investissement, à l'exception des paiements pour lesquels le marché prévoit l'utilisation de crédit documentaire.

2. Le PRRC sollicite des offres fermées de la part

de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir dans un délai de deux (02) mois à compter de la date de signature du contrat

3. La passation du Marché sera Mise en Concurrence Nationale (AON) tel que défini dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement » de la Banque mondiale février 2025 », et ouvert à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans ledit Règlement.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'UGP PRRC Moroni, Ambassadeur, Enceinte de l'Union des Mecks, entrée corniche rez de chaussée du bâtiment situé à l'ouest et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres durant les heures de bureau de 08h00 à 16h00 à l'adresse mentionnée ci-dessus

5. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet en Français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessous et le document d'appel d'offres sera adressé par email.

6. Les offres devront être soumises à l'adresse suivante au plus tard le 09 /01/ 2026 à 14h 00 mn. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes publiquement en présence des

représentants des Soumissionnaires et de toute personne choisissant d'être présente à l'adresse mentionnée ci-dessous le 09 /01/ 2026 à 14h 00 mn

7. Toutes les offres doivent comprendre une Garantie de l'Offre, pour un montant de 1 500 000 KMF

8. L'attention est attirée sur le Règlement de Passation de Marchés exigeant que l'Emprunteur divulgue des informations sur la propriété effective du Soumissionnaire retenu, dans le cadre de la Notification d'Attribution du Marché, en utilisant le Formulaire de Divulgaration des Bénéficiaires Effectifs tel qu'il est inclus dans le document d'appel d'offres.

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :  
À l'attention de : M. SAMIL CHAKIRA  
Coordonnateur National  
Projet Régional de Résilience Climatique (PRRC)  
Email : rcrpcomores@gmail.com; samil.chakira@outlook.com  
Téléphone : +269 733 26 09  
Adresse : Moroni, quartier ambassadeur, Enceinte de l'Union des Mecks, entrée corniche rez de chaussée du bâtiment situé à l'ouest.





AUTONOMISATION DES MÉNAGES VULNÉRABLES  
CRÉATION D'EMPLOIS DURABLES POUR LES JEUNES ET LES FEMMES  
PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE



LA BANQUE MONDIALE  
IBRD - IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

# Projet Mayendeleyo

Projet de Filets Sociaux de Sécurité Résilients et Réactifs aux Chocs (PFSS-RRC)

## ET SI LA SOLIDARITÉ DEVENAIT UN MOTEUR D'ENTREPRENEURIAT ?

Aux Comores, des milliers de ménages accompagnés par le **Projet Mayendeleyo** transforment les défis du quotidien en véritables opportunités économiques.

Grâce aux formations dispensées, aux mesures d'accompagnement, aux programmes **Ubasaua** (Activités de Résilience et d'Inclusion Économique - ARIEP) et **Uhifadhwi** (Argent Contre Travail Résilient - ACTR), **19340 ménages vulnérables** dont **15 625 femmes** développent des **activités génératrices de revenus**. Ils accèdent ainsi à l'emploi tout en renforçant leur **résilience économique**, leur **autonomie** et leur **capital humain**.

Des femmes, des jeunes, des familles...  
Tous avancent, innovent et bâtissent leur indépendance, pas à pas.

**Projet Mayendeleyo**, un levier d'inclusion financière, d'autonomie et d'espoir pour chaque ménage vulnérable comorien.

#Mayendeleyo #ChaqueMénageVulnérable

**Renforcer la résilience des ménages pauvres et vulnérables  
affectés par les effets des crises multiples**